



Carole DELGA
Ancienne ministre
Présidente

Toulouse, le 20 octobre 2025

Récépissé

MONSIEUR HENRI RUFFEL
MAIRE
MAIRIE DE RUSTIQUES
HOTEL DE VILLE
28 AVENUE DE L'EUROPE
11800 RUSTIQUES

NOS REF : CD/AD/SGC/A25-15879

OBJET : Projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Maire,

J'ai bien reçu le courrier que vous avez adressé à la Région en date du 13 octobre 2025.

Votre demande a été confiée à la Direction Adaptation au changement climatique, Planification territoriale, Habitat, Nature, Eau, Engagement pour traitement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'expression de mes salutations distinguées.

Carole DELGA



Conformément à la loi « Informatique et Liberté » du 6 janvier 1978, nous vous précisons que toutes les informations communiquées dans le cadre d'une demande de subvention, font l'objet d'un traitement informatisé, aux seules fins de l'instruction du dossier. Vous pourrez exercer le droit d'accès et de rectification des données.

HÔTEL DE RÉGION

Toulouse
22, bd du Maréchal Juin - 31406 Toulouse cedex 9 France
Tél. : **3010** (service et appel gratuits)

Montpellier
201, av. de la Pompignane - 34064 Montpellier cedex 2 France Tél. :
3010 (service et appel gratuits)



la region.fr



PRÉFECTURE DE LA PYRÉNÉE-ORIENTALE

Z.I. La Bouriette – BP 1053
11870 Carcassonne Cedex 09
Standard : 04.68.79.59.00

Groupement GGR
Service Prévision
Tél : 04.68.79.59.76
Fax : 04.68.79.59.54
Affaire suivie par le Lieutenant GUIBBERT Nicolas

GGR	
NG	NG
22/10/2025	
MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 PLU	

Carcassonne, le 30 OCT. 2025

Le Directeur Départemental des Services
d'Incendie et de Secours

à

Maire de Rustiques
(mairie@rustiques.fr)

Objet : Avis pour la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rustiques.

Concernant la modification simplifiée n°1 de son PLU, la ville de Rustiques doit tenir compte des prescriptions suivantes :

1°/ Accessibilité des moyens de secours

Il conviendrait de préciser dans le règlement les caractéristiques minimales requises pour les voies et accès qui doivent permettre l'approche du matériel de lutte contre l'incendie. Ces caractéristiques sont celles d'une voie engin :

- Largeur : 3 mètres hors stationnement ;
- Force portante pour un véhicule de 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres) ;
- Rayon intérieur : 11 mètres ;
- Sur largeur $S=15/R$ dans les virages dont le rayon est inférieur à 50 mètres ;
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètres ;
- Pente inférieure à 15%.

De plus, et en aggravation, les voies et accès qui doivent permettre l'approche du matériel de lutte contre l'incendie pour les bâtiments dont le plancher bas est à plus de 8 mètres devront avoir les caractéristiques d'une voie échelle. La voie échelle est une partie de la voie engin dont les caractéristiques sont complétées et modifiées comme suit :

- Longueur minimale : 10 mètres ;
- Largeur : 4 mètres hors stationnement ;
- Pente inférieure à 10% ;
- Résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface circulaire de 0,20 mètres de diamètre.

Enfin, ces contraintes pourront être complétées par des prescriptions définies lors de l'instruction des permis de construire de bâtiments particuliers tels que des industries, de grands établissements recevant du public, des habitations de plusieurs niveaux, ...

2°/ Desserte par les réseaux : défense contre l'incendie

La défense extérieure de la commune est assurée par 17 points d'eau incendie (P.E.I.) (Ex : poteau, bouche, réserve, etc...). 5 sont opérationnels, 11 sont en emploi restreint (débit < 60 m³) et 1 est hors service ou non opérationnels. La réalisation d'un schéma communal de défense extérieure contre l'incendie permettrait d'identifier les risques et de proposer des solutions par ordre de priorité, si celui-ci n'existe pas déjà. Le P.E.I non opérationnel est le n°9.

Les règles définies dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) devront être respectées (arrêté préfectoral n°SIDPC-2017-06-13-01 du 4 juillet 2017). Vous avez la possibilité de consulter l'ensemble des données relatives à la DECI en vous rendant à l'adresse suivante : <https://hub.sdis11.fr>

3°/ Prévention des feux de forêts et de cultures :

Ajouter dans le règlement un paragraphe intitulé « Prévention des incendies de forêts » :

« Afin de limiter les risques liés aux incendies de forêts, les occupations et utilisations du sol devront respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral relatif au débroussaillage (DDTM-SAFEB-UFCB-2025-044) ainsi que les règles d'emploi du feu (arrêté préfectoral DDTM-SAFEB-UFCB-043).

Une attention particulière devra être portée sur la réaction aux feux des matériaux de constructions utilisés sur l'enveloppe extérieure des bâtiments exposés en zone sensible. De plus, les plantations constituant les haies devront être constituées par des essences le moins inflammable possible. »

4°/ Prise en compte des risques majeurs :

Intégrer les problématiques avancées dans le plan communal de sauvegarde (P.C.S.) ainsi que celles inhérentes à d'éventuels plans de prévention des risques (PPRI, ...), de plans particuliers d'intervention (PPI), de plans d'opérations internes (POI), de même que le feu de forêt et de culture, le transport de matières dangereuses lié au réseau routier (RD 206).

5°/ Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E.) :

Les I.C.P.E. existantes ou futures devront être accessibles aux engins de secours suivants les caractéristiques réglementaires. La définition des moyens matériels et des moyens en eau de lutte contre l'incendie relève exclusivement de la réglementation afférente à ces installations.

6°/ Cartographie :

Il conviendra de faire parvenir au service Prévision du SDIS, une cartographie numérisée de votre commune. Celle-ci sera de préférence au format Shape (.shp) dans une projection Lambert 93.

Remarques :

Conformément au RDDECI, les communes réalisent un contrôle périodique systématiquement tous les deux ans à compter de la date anniversaire, et intègrent ces données dans l'espace collaboratif OpenSIS. De par ce même règlement, le maire élabore un arrêté communal de DECI notifié au Préfet et transmis au SDIS.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Colonel Hors-Classe Christophe Magny

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Magny', with a stylized flourish at the end.

Copie : Centre de Secours de Trèbes

Monsieur Henri RUFFEL
Monsieur le Maire
28 Avenue de l'Europe
11800 Rustiques

Affaire suivie par :
Secrétaire Général

E.Mail : direction@cm-aude.fr

Nos Réf.: PV/SH/KFA

Objet : Modification simplifiée n°1 du PLU

Carcassonne, le 21 Octobre 2025

Monsieur le Maire,


J'ai pris connaissance de votre courrier du 13 Octobre 2025 concernant la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Rustiques et je vous en remercie.

Il est important que les communes et les territoires portent une attention particulière aux artisans et à leur demande, souvent forte, de lieux et de locaux d'activité adaptés. Ce faisant, ils répondent ainsi à la demande de la population en matière de services.


Aussi, j'ai l'honneur de vous informer que je n'ai pas d'observation particulière à apporter à la modification n°1 du PLU pour la commune de Rustiques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Président de la CMAR Occitanie
Pyrénées Méditerranée,
Le Président de la CMA de l'Aude,



Pierre VERA



De: ROUX Isabelle <isabelle.roux@onf.fr>
Envoyé: lundi 27 octobre 2025 10:05
À: mairie@rustiques.fr
Cc: ALZONNE Philippe; MONS Beatrice
Objet: Modification n°1 PLU - commune de Rustiques (11)
Pièces jointes: Courrier_commune.pdf

Bonjour,

Par courrier en date du 13/10/2025, vous avez informé les services de l'ONF de la future modification du PLU communal de Rustiques (cf. PJ).

Cependant, l'Office National des Forêts ne gère aucun terrain sur votre territoire communal et par conséquent n'est pas en mesure de formuler d'observations dans le cadre de la révision de votre PLU.

Cordialement,

Isabelle Roux

Gestionnaire foncier

Agence Territoriale Ariège - Aude - Pyrénées Orientales

61, avenue Georges Guille - CS 20055 –

11890 CARCASSONNE Cedex 09

Tél : 06 23 54 47 47

www.onf.fr

